

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 avril 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 27 avril 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La délégation indienne a appris que le Conseil de sécurité prévoyait de prendre une décision très prochainement sur le projet de résolution relatif à la non-prolifération publié sous la cote S/2004/326.

L'Inde a présenté ses vues sur ce projet de résolution lors du débat public que le Conseil a tenu le 22 avril. Comme elle l'a indiqué ce jour-là dans sa déclaration, à ses yeux ce projet s'inscrit dans le prolongement du processus qu'elle a lancé à l'Assemblée générale en ce qui concerne les mesures à prendre pour empêcher les terroristes de se procurer des armes de destruction massive, et donc elle l'approuve, dans l'ensemble. Sa conduite est celle d'un État responsable, doté de l'arme nucléaire. Elle prend acte de ce que l'existence d'un rapport fondamental et d'une synergie entre désarmement et non-prolifération est constatée dans le projet de résolution.

Mon gouvernement tient à affirmer à nouveau qu'il est inébranlable dans sa volonté de participer à l'action menée à l'échelon mondial pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

Permettez-moi également d'ajouter ceci :

- C'est avec préoccupation que l'Inde constate que le Conseil de sécurité a de plus en plus tendance, depuis quelques années, à s'arroger le pouvoir de légiférer et de conclure des traités au nom de la communauté internationale, par des décisions qui ont force obligatoire pour tous les États, ce qui n'est pas prévu par la Charte des Nations Unies.
- L'Inde a bien noté que les coauteurs du projet de résolution publié sous la cote S/2004/326 avaient fait observer que ce texte n'imposait pas à un pays de se conformer à un traité auquel il n'est pas partie. Elle ne saurait accepter de se plier à aucune obligation découlant d'un traité qu'elle n'a pas signé ou ratifié, ce qui est conforme avec les principes fondamentaux du droit international et avec le droit des traités.
- L'Inde n'acceptera pas de se plier à des normes imposées de l'extérieur, quelle qu'en soit l'origine, concernant des questions relevant de la compétence de son Parlement, y compris en ce qui concerne l'adoption de lois, règlements ou arrangements contraires aux dispositions de sa constitution, aux procédures



prévues par celle-ci ou à ses intérêts, ou qui porteraient atteinte à sa souveraineté.

Vu l'importance de la question, je vous demande de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

(Signé) V. K. Nambiar
